

# SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| INTRODUCTION   | 9  |
| <hr/>  |    |
| Première partie – LES FAUSSES CERTITUDES   | 21 |
| <hr/>  |    |
| <b>CHAPITRE 1 - La bombe atomique a fait capituler le Japon</b>  | 23 |
| <b>CHAPITRE 2 - La bombe atomique a permis de maintenir la paix pendant soixante-dix ans</b>                               | 27 |
| <b>CHAPITRE 3 - On ne peut pas désinventer la bombe</b>  | 33 |
| <b>CHAPITRE 4 - La France est au Conseil de sécurité grâce à sa bombe atomique</b>   | 39 |
| <b>CHAPITRE 5 - La France mène une politique de « stricte suffisance »</b>   | 41 |
| <b>CHAPITRE 6 - Un avertissement de nature nucléaire peut rétablir la dissuasion</b>                                       | 45 |
| <b>CHAPITRE 7 - La bombe atomique assure notre indépendance</b>  | 49 |
| <b>CHAPITRE 8 - En France, il y a un consensus sur la bombe atomique</b>   | 53 |
| <b>CHAPITRE 9 - On ne peut pas se passer de la composante aérienne</b>   | 57 |
| <b>CHAPITRE 10 - Seul le président peut donner l'ordre de tir</b>  | 63 |
| <hr/>  |    |
| Deuxième partie – LES OMISSIONS  | 69 |
| <hr/>  |    |
| <b>CHAPITRE 11 - L'affrontement nucléaire secret de la crise de Cuba</b>   | 73 |
| <b>CHAPITRE 12 - Des plages espagnoles toujours radioactives, cinquante-deux ans après un accident nucléaire militaire</b> | 77 |
| <b>CHAPITRE 13 - Une mission nucléaire aérienne française lancée par erreur !</b>  | 81 |
| <b>CHAPITRE 14 - Une collision s'est bien produite entre deux sous-marins nucléaires français et britannique</b>           | 85 |

|  |     |
|--|-----|
| <b>CHAPITRE 15 - 26 septembre 1983 : un officier soviétique sauve le monde d'une apocalypse nucléaire</b>                                    | 89  |
| <b>CHAPITRE 16 - Le risque d'un hiver nucléaire est réel</b>   | 93  |
| <b>CHAPITRE 17 - Le cyber, la technologie qui peut « tuer » la dissuasion nucléaire</b>  | 97  |
| Troisième partie – LES SOUS-ESTIMATIONS  | 105 |
| <b>CHAPITRE 18 - Le secret budgétaire autour de la bombe</b>   | 109 |
| <b>CHAPITRE 19 - La dissuasion coûtera bientôt plus de 6 milliards d'euros par an</b>  | 113 |
| <b>CHAPITRE 20 - Le programme de simulation des essais nucléaires a vu son coût exploser</b>   | 119 |
| <b>CHAPITRE 21 - Le rôle du complexe militaro-industriel</b>   | 125 |
| <b>CHAPITRE 22 - Le temps, un paramètre oublié</b>   | 131 |
| Conclusion   | 137 |
| Annexes  | 141 |
| 1. Fabrication et fonctionnement d'une arme nucléaire  | 143 |
| 2. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)   | 145 |
| 3. La prolifération des armes nucléaires de 1945 à 2018  | 148 |
| 4. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires   | 149 |
| 5. Initiatives pour le désarmement nucléaire (IDN)   | 152 |
| 6. Les 12 propositions d'IDN pour éviter la catastrophe nucléaire  | 154 |
| 7. Audition de Paul Quilès le 17 janvier 2018 par la mission d'information de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale | 158 |
| 8. Pape François : non aux armes nucléaires  | 166 |
| 9. Bibliographie - Filmographie - Sites Internet   | 170 |

# INTRODUCTION

---

La chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide ont, semble-t-il, totalement fait oublier aux Français les peurs que l'arme nucléaire a suscitées par le passé. Les nombreuses manifestations antinucléaires des années 1980 et les craintes d'un affrontement nucléaire militaire ont été enterrées. Il y a bien eu quelques soubresauts comme les réactions à la reprise des essais nucléaires décidée par Jacques Chirac en 1995, mais, globalement, la question de la dissuasion nucléaire semble aujourd'hui moins intéresser les Français.

Comment expliquer qu'ils ne paraissent pas concernés par la défense de leur territoire ou par l'argent public dépensé pour cet armement ? On ne peut que se réjouir de la prise de conscience des enjeux environnementaux, mais comment se fait-il que l'arme nucléaire, qui relève pourtant d'un risque très immédiat de catastrophe, ne parvienne pas à mobiliser ?

Les habitants d'Hawaï sont sans doute parmi les plus à même de nous dire ce que signifient la peur et l'angoisse d'être l'objet d'une attaque nucléaire. En effet, le 13 janvier 2018, un peu après 8 heures du matin, les habitants de cette île ont reçu un SMS d'alerte effrayant sur leur téléphone : « Menace de missile balistique sur Hawaï. Mettez-vous immédiatement à l'abri. Ce n'est pas un exercice. » Impossible d'imaginer la terrible panique qui a dû saisir, par exemple, les parents qui venaient de déposer leurs enfants à l'école. Que faire devant ce message ? Que penser ? Où aller ? Il s'agissait en fait d'une fausse alerte... qui a duré près de quarante minutes. Un employé des services du ministère de la Justice américain responsable de ce système d'alerte avait fait une erreur, en appuyant sur le mauvais bouton ! L'angoisse de recevoir un missile nucléaire nord-coréen fut en fait provoquée par une simple erreur humaine.

Cet exemple devrait nous servir, car il est vrai que nous n'avons plus vraiment conscience du danger que représentent les armes nucléaires. Les bombes atomiques qui ont détruit les villes d'Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août 1945 restent un lointain souvenir. De plus, les images en noir et blanc diminuent la sensation de réalité à l'heure des films en trois dimensions. Et pourtant, plus de soixante-dix ans après, les survivants de ces drames, les hibakushas et leurs descendants, en subissent toujours les conséquences sanitaires.

Thérèse Delpech, spécialiste internationalement reconnue des questions stratégiques, avait fait remarquer dans son ouvrage *L'Ensauvagement* (2005) que « l'humanité n'apprend pas grand-chose des événements qui n'ont pas eu lieu. Elle a besoin de commettre des erreurs, et même parfois de vivre des catastrophes, car ce sont elles qui la contraignent à emprunter de nouvelles voies<sup>1</sup> ». Espérons

---

1. Thérèse Delpech, *L'Ensauvagement. Le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle*, Grasset, 2005.

que cette réflexion ne s'appliquera pas à l'absence de réelle prise de conscience du danger des armes nucléaires en ce <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle.

L'humanité a fait l'expérience de la destruction massive de villes avec les bombardements de Dresde ou de Tokyo pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais il a fallu des centaines de bombardiers et des milliers de bombes pour détruire ces villes, alors que, pour Hiroshima et Nagasaki, un seul bombardier B-29, qui a largué une seule bombe atomique à chaque fois, a suffi pour la destruction des bâtiments et la mort de dizaines de milliers de civils en quelques instants. Ces catastrophes, pour terribles qu'elles soient, sont en outre sans commune mesure avec les conséquences de la détonation de plusieurs dizaines ou de centaines d'armes nucléaires, susceptibles, de plus, de donner naissance à un hiver nucléaire<sup>2</sup>. Nous entrerions alors dans une autre dimension, une autre ère de l'humanité.

Il ne s'agit pas dans cet ouvrage de faire du catastrophisme. Ce scénario d'emploi d'arme est planifié en permanence, 24 heures sur 24, par les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni et la France qui disposent d'armes nucléaires en état d'alerte permanente et prêtes à être lancées<sup>3</sup>. C'est ce que l'on nomme la *dissuasion nucléaire*; un concept militaire, mais surtout aujourd'hui un outil de communication destiné à donner aux populations un sentiment de protection. Pourtant, la *dissuasion nucléaire* consiste à faire peser une menace permanente d'emploi de cette arme de destruction massive sur des villes et des centres de pouvoir où vivent des populations civiles. La lucidité commande de ne pas « imaginer des frappes nucléaires sans effets collatéraux sévères. D'ailleurs vouloir dissuader un adversaire en laissant croire que l'on ne fera de mal à personne est une absurdité<sup>4</sup> ». Si l'on en croit Thérèse Delpech, l'humanité n'a pas d'expérience à grande échelle de cet événement de destruction massive, car il n'a pas eu lieu. Il nous faut parvenir simplement à tenter de « penser l'impensable destruction nucléaire<sup>5</sup> ».

Nous sommes en sursis et nous ne voulons définitivement pas envisager ce risque d'apocalypse. C'est pour cela qu'il faut promouvoir l'idée qu'un autre système de sécurité est possible, en ayant bien conscience, comme l'a dit l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, que « le monde n'est pas simplement un somnambule qui se dirige vers un désastre. La vérité est pire, nous sommes endormis aux

2. Lire chapitre 16, « Le risque d'un hiver nucléaire est réel ».

3. Hans M. Kristensen, "Alert status of nuclear weapons", Federation of American Scientists, 21 avril 2017, [goo.gl/vndeZE](http://goo.gl/vndeZE)

4. Michel Forget, général de corps aérien, « L'évolution de la stratégie nucléaire française », in *Quel avenir pour la dissuasion nucléaire française ?*, L'Harmattan, juin 2015.

5. Jean-Pierre Dupuy, « Penser l'impensable destruction nucléaire », *Le Monde*, 3 août 2015.

commandes d'un avion rapide. À moins que nous nous réveillions et que nous prenions le contrôle, le résultat est trop facile à prévoir<sup>6</sup> ».

## L'ARME NUCLÉAIRE, UNE GARANTIE ILLUSOIRE DE SÉCURITÉ

Selon la formule en vigueur depuis la mise en œuvre du premier escadron français des forces aériennes nucléaires en 1964, seule l'arme nucléaire apporte une garantie ultime de sécurité à la France. Depuis cette date, la sécurité du territoire français et de sa population serait en permanence assurée par la bombe et uniquement par elle, les protégeant de toute agression d'un autre État contre nos « intérêts vitaux ».

Alors que le monde évolue, que nous avons vécu de nombreuses révolutions techniques, que les nouvelles armes et leurs capacités d'action sont sans commune mesure avec celles du siècle précédent, c'est toujours la même politique de défense qui est mise en œuvre, celle imaginée par le général de Gaulle !

On peut à ce propos établir un parallèle avec le réchauffement climatique : la France et les puissances nucléaires ou membres d'une alliance nucléaire semblent incapables d'envisager leur sécurité sans l'arme atomique tout comme certains États producteurs d'hydrocarbures (comme les États-Unis) peinent à imaginer une économie moins consommatrice de carbone. Dans les deux cas, les politiques menées jusqu'à présent semblent immuables et les choix anciens impossibles à remettre en cause.

Pourtant, la dépendance des politiques de sécurité à l'égard de l'arme nucléaire est lourde de risques pour l'avenir : ces risques sont en particulier liés à la prolifération nucléaire, à la stratégie de dissuasion elle-même et à l'inadaptation de l'arme nucléaire à la gestion des crises du monde de l'après-guerre froide. Plus le nombre d'acteurs augmente, plus les risques liés à la prolifération nucléaire sont importants. Déjà, la coexistence de cinq puissances nucléaires, divisées en deux blocs pendant la guerre froide, déclencha de nombreuses crises qui dépassèrent la simple confrontation politique. Celle de Cuba, en 1962, est la plus célèbre, mais combien de personnes savent qu'à plusieurs milliers de kilomètres de là, dans la zone arctique, un incident a failli déclencher une confrontation nucléaire américano-soviétique<sup>7</sup> ? Seule la chance a permis d'éviter cette catastrophe. D'autres exemples de situations de même nature sont décrits dans cet essai. L'émergence de nouveaux acteurs nucléaires et leurs rivalités ne peuvent que multiplier ces scénarios.

6. Paul Quilès, *Quelques citations sur les armes nucléaires. À lire pour éviter d'appuyer sur le bouton nucléaire*, Publishroom, septembre 2017.

7. Lire au chapitre 11, « L'affrontement nucléaire caché de la crise de Cuba ».

La stratégie de dissuasion, présentée par les autorités politiques et militaires comme un moyen de garantir la paix, est extrêmement dangereuse. Elle vise en effet à contraindre un adversaire potentiel à renoncer à un projet offensif portant atteinte aux intérêts vitaux du pays protégé par l'arme nucléaire, en lui démontrant que les coûts de son action seraient démesurés par rapport à l'enjeu du conflit. Cette stratégie comporte cependant, tout particulièrement dans le contexte de l'après-guerre froide, des risques pour tous les acteurs.

Le premier de ces risques est celui de l'escalade nucléaire. L'arme nucléaire est présentée, par les pays qui la détiennent, comme un instrument visant à assurer la paix par l'équilibre de la terreur. Cette stratégie est cependant loin d'être sûre, comme le reconnaît la récente Revue de la posture nucléaire (*Nuclear Posture Review*<sup>8</sup>) américaine : un échec reste possible par suite d'une méprise d'une des parties sur la détermination de l'autre. En pareil cas, la réponse américaine serait de conduire une guerre nucléaire limitée, ce qui reviendrait à négliger la transformation du contexte stratégique qui s'ensuivrait, dès lors qu'une seule arme nucléaire, même de faible puissance, aurait été employée. Il est probable alors que l'escalade nucléaire ne serait plus contrôlable, avec les conséquences que l'on peut imaginer sur les populations civiles, la santé publique et l'environnement.

Un second type de risques, que l'on voit aujourd'hui se concrétiser, est celui d'une course perpétuelle aux armements nucléaires engendrée par la recherche constante d'un équilibre des forces impossible à atteindre. Les stratégies nucléaires se présentent certes toujours comme défensives : elles ne feraient que viser un équilibre des capacités en prévoyant, pour chaque armement de l'adversaire potentiel, une possibilité de riposte au moins aussi dévastatrice. Mais cet équilibre ne peut jamais être réalisé : la dissuasion implique de se mettre constamment au niveau des capacités de l'adversaire potentiel. Selon la terminologie diplomatique classique de la France, nous ne participons pas à la course aux armements nucléaires. Étrangement, ce n'est pas ce que semblait penser Manuel Valls, alors Premier ministre, qui indiquait en 2014 que « désormais [la France] fait la course en tête pour les technologies de dissuasion<sup>9</sup> ». En France, nous appliquerions un principe dit de « stricte suffisance », expression qui, selon un récent rapport du Sénat, « invite à une modernisation constante des capacités, voire l'acquisition de nouvelles capacités, si l'évolution de l'état de la menace le justifiait ». Il s'agit donc bien de participer à une course aux armements nucléaires... Cette course, qui porte à présent, non plus sur le nombre des armes mais sur leur amélioration

8. Publiée en février 2018, il s'agit de la quatrième version de la *Nuclear Posture Review* depuis la fin de la guerre froide. La précédente datait de 2010.

9. Manuel Valls, Premier ministre, discours d'inauguration du Laser Mégajoule, 23 octobre 2014.

qualitative, est dénommée de manière trompeuse « modernisation<sup>10</sup> ». Hier, la portée du missile M4 dépassait à peine 4 000 kilomètres ; aujourd'hui, son successeur, le M51, peut aisément atteindre Pékin, situé à 9 000 kilomètres !

Le troisième type de risque que fait courir la stratégie de dissuasion nucléaire réside dans la mauvaise appréciation des intentions de l'adversaire, en particulier en cas d'actions militaires à proximité de son territoire. Alors que pendant la guerre froide et surtout après la crise des missiles de Cuba, tant l'URSS que les États-Unis connaissaient les limites de leurs zones respectives d'intérêts vitaux, la situation est aujourd'hui beaucoup plus incertaine et imprécise. La dissuasion nucléaire est donc une stratégie hautement risquée. Pour préserver sa légitimité aux yeux du public, les gouvernements se trouvent contraints de dissimuler les risques qu'elle comporte, en faisant appel à une véritable mythologie, développée dès l'apparition de l'arme nucléaire.

### LES MYTHES DE L'ARME NUCLÉAIRE

Au centre du discours sur la dissuasion nucléaire figurent des mythes généralement acceptés sans discussion, tels que « c'est l'arme nucléaire qui a mis un terme à la guerre contre le Japon », « la dissuasion nucléaire a assuré la paix depuis son apparition » ou encore « un monde sans armes nucléaires n'est pas une perspective réaliste ».

Ces certitudes sont assénées la plupart du temps comme des vérités incontestables. Et pourtant, concernant par exemple le rôle de l'arme nucléaire à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il suffit de consulter les documents récemment rendus accessibles au public pour démontrer ce mythe. Par exemple, le rapport rédigé à la demande du président américain Truman, pour évaluer les effets des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, qui précise que « la décision [japonaise] de reddition avait été prise [...] au moins dès le 26 juin lors d'une réunion du Conseil suprême de direction de la guerre, sous la présidence de l'empereur<sup>11</sup> ». Ce sont d'autres motivations qui ont inspiré la décision américaine d'employer des armes nucléaires contre le Japon, en particulier la volonté de démontrer à l'URSS, déjà regardée avec méfiance, la supériorité militaire des États-Unis. Pour ce qui est du Japon, c'est, comme on le verra ci-après, l'entrée en

10. Il est caractéristique à cet égard que, pour construire son sondage sur l'opinion des Français concernant la défense nationale, le ministère de la Défense ait eu recours à la question suivante : « La force nucléaire française doit-elle être modernisée pour en maintenir la crédibilité ? » Il est difficile pour un citoyen peu informé de répondre par la négative.

11. *President's secretary's file, Truman Papers*, "U.S. strategic bombing survey: The effects of the atomic bombings of Hiroshima and Nagasaki", 19 juin 1946, p. 27, consultable sur le site de la Bibliothèque Truman ([www.trumanlibrary.org](http://www.trumanlibrary.org)).

guerre de l'URSS le 9 août 1945 qui le conduira à accepter la capitulation sans condition.

Les partisans de la dissuasion nucléaire soutiennent qu'elle a permis de maintenir la paix entre les puissances dotées de l'arme atomique pendant toute la durée de la guerre froide. La récente *Nuclear Posture Review* (Revue de la posture nucléaire américaine) va plus loin encore : elle affirme que « depuis l'introduction de la dissuasion nucléaire des États-Unis, les capacités nucléaires américaines ont contribué de manière déterminante à la dissuasion des agressions nucléaires et non nucléaires. L'absence de conflit entre les grandes puissances qui en est résulté a coïncidé avec une réduction globale spectaculaire et continue du nombre de vies perdues à la guerre<sup>12</sup> ». Devant de telles affirmations, on pourrait presque s'exclamer : « Vive la bombe ! », puisque ce serait grâce à elle que le nombre de victimes civiles et militaires aurait diminué<sup>13</sup> depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Rien ne prouve cependant que l'arme nucléaire soit à l'origine de cette baisse. Encore une affirmation que le citoyen doit accepter sans broncher !

Ces mythes ont alimenté les discours sur la nécessité de la bombe et l'argumentation en faveur de son maintien dans notre politique de défense. La paix en Europe serait due à la bombe. La place de la France à l'ONU et notre indépendance seraient aussi une conséquence de notre possession de la bombe ! Et que dire de l'impossibilité de l'éliminer, puisqu'on vous dit qu'on ne peut pas la « désinventer » ! D'ailleurs, tout le monde est d'accord, puisqu'il y a sur ce sujet un consensus !

Les pages qui suivent détaillent ces fausses certitudes, ces omissions, ces sous-estimations, avec la volonté d'apporter un nouveau regard sur un sujet qui serait, paraît-il, trop compliqué à aborder avec le grand public et qui ne pourrait être évoqué que dans des cercles restreints par un public qualifié et en général favorable à la bombe. L'indignation de l'ancien ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement devant un rapport parlementaire<sup>14</sup> qui aurait « fait la part trop belle aux contestataires » de la bombe est significative à cet égard.

Certes, la physique de l'atome n'est pas accessible à tout le monde, et certaines expressions donnent parfois une sensation de

12. *Nuclear Posture Review*, février 2018, p. 17.

13. Selon la dernière Revue de la posture nucléaire américaine, le nombre des victimes de conflits serait passé de 1,75 % de la population mondiale pendant la Seconde Guerre mondiale à 0,4 % pendant la guerre froide et à 0,01 % en 2018.

14. Didier Boulaud, Xavier Pintat, Jean-Pierre Chevènement, Michelle Demessine, Josette Durrieu, Jacques Gautier, Alain Gournac, Gérard Larcher, Bernard Piras, « L'avenir des forces nucléaires françaises », rapport d'information n° 668 (2011-2012) fait au nom de la commission des Affaires étrangères et de la défense du Sénat, 12 juillet 2012.

complexité<sup>15</sup> extrême. Mais est-ce compliqué pour un parlementaire de voir qu'un programme comme celui de la simulation des essais a vu son coût final augmenter de 257%<sup>16</sup>? Est-ce compliqué de constater que le complexe militaro-industriel joue un rôle de premier plan dans la part qu'occupe la dissuasion nucléaire dans notre politique de défense? Est-ce compliqué d'imaginer que ce sont nos compatriotes né(e)s dans les années 2040-2050 qui auront la charge vers 2080 du démantèlement des sous-marins dont la construction va être autorisée par le Parlement de 2018?

Nous pensons que les Français peuvent s'intéresser à de telles questions, pour autant qu'on leur donne des moyens d'accéder à l'information. Malheureusement, l'absence de grand débat public et équitable au Parlement et dans les médias est sans aucun doute en partie à l'origine de leur perte d'intérêt pour ce sujet.

Il convient également de tenir compte du lien intime qui existe en France entre la position institutionnelle du président de la République et son autorité sur les forces nucléaires. Comme celui-ci, le président des États-Unis ou le Premier ministre britannique détiennent le pouvoir exclusif d'ordonner le tir nucléaire; mais cette autorité est une conséquence de leurs attributions constitutionnelles, elle n'en est pas la source. En France en revanche, c'est en se donnant, par le décret du 14 janvier 1964, le pouvoir de mettre en œuvre les Forces aériennes stratégiques que le général de Gaulle confirmait qu'il était de fait, en application d'une lecture extensive de la Constitution, le commandant et le diplomate en chef de la nation<sup>17</sup>. D'où une difficulté particulière en France à ouvrir le débat sur l'arme nucléaire, devenue le symbole, peu démocratique, de l'autorité du président de la République. Les décisions relatives à l'arme nucléaire restent du domaine exclusif du président. L'exclusion arbitraire du thème de la dissuasion de tout débat dans la préparation des deux derniers Livres blancs sur la défense et la sécurité nationale, tout comme dans la récente Revue stratégique de défense, est significative. Quant au vote des budgets de la défense et des lois de programmation militaire par le Parlement, il s'apparente à une simple formalité.

---

15. Formulations telles que: «le groupe de travail à composition non limitée chargé de faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire» ou encore «un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète».

16. Lire chapitre 20, «Le programme de simulation des essais nucléaires a vu son coût *exploder*».

17. Bernard Chantebout, «La dissuasion nucléaire et le pouvoir présidentiel», *Pouvoirs*, n° 38, 1986; Samy Cohen, *La Monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V<sup>e</sup> République*, Hachette, 1986.

## SORTIR DE L'ILLUSION

---

Nous sommes en 2018 à la croisée des chemins, face à une situation internationale dangereuse, caractérisée par de multiples tensions et par les bouleversements d'un monde devenu multipolaire. Mais cette période est aussi celle où une majorité d'États du monde ont décidé de prendre en main le désarmement nucléaire. Le 7 juillet 2017, ils ont voté aux Nations unies, à une écrasante majorité, l'adoption d'un traité d'interdiction des armes nucléaires<sup>18</sup>. Celles-ci ont donc à présent vocation à devenir illégales au regard du droit international, au même titre que les autres armes de destruction massive, biologiques et chimiques, respectivement interdites en 1972 et en 1993. Présente à l'ONU le jour du vote, une survivante d'Hiroshima, Stetsuko Thurlow, exprima son émotion en ces termes : « Je n'aurais jamais cru que j'allais vivre ce moment. Nous avons toujours su que les armes nucléaires étaient immorales. Maintenant, elles sont aussi illégales. C'est le début de la fin des armes nucléaires. »

C'est dans ce contexte que la France se dote d'une loi de programmation militaire, qui doit engager le développement d'une nouvelle génération de systèmes et d'armes nucléaires, destinés à être utilisés jusqu'en 2080 ! Croire que ces mêmes systèmes d'armes seront encore efficaces à l'orée du XXII<sup>e</sup> siècle, alors que l'on commence à entrevoir les fantastiques capacités de contre-mesures apportées notamment par des techniques utilisant l'intelligence artificielle, est pour le moins surprenant.

Les chapitres qui suivent apportent une information claire et précise sur les enjeux de l'armement nucléaire, à partir de 22 récits qui montrent comment la défense de la politique de dissuasion nucléaire utilise les trois techniques du mensonge : la déformation de la vérité, la dissimulation de la vérité et la sous-estimation de certaines données. C'est ainsi que se fabrique « l'illusion nucléaire ».

\*\*\*\*

Afin de ne pas alourdir le caractère démonstratif des 22 récits, nombre de documents et de références ont été renvoyés en annexe.

---

18. Lire annexe 4, « Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ».